



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2016-MD-122-IC
JM

ARRETE PREFECTORAL de MISE EN DEMEURE

Le Préfet du département de la Marne,

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le décret n° 2001-984 du 23 août 2011 introduisant les activités de production d'électricité par l'énergie mécanique du vent dans la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le permis de construire un parc éolien constitué de 6 éoliennes sur le territoire des communes de Gourgauçon et de Semoine, délivré le 26 janvier 2006 ;
- le courrier du 20 mars 2012 adressé par l'exploitant au Préfet de la Marne en vue de bénéficier des droits acquis ;
- le courrier du 20 mars 2012 adressé par l'exploitant au Préfet de l'Aube en vue de bénéficier des droits acquis ;
- le bénéfice des droits acquis acté par le Préfet de la Marne par courrier du 4 juin 2012 ;
- la mise en service du parc éolien des Renardières en septembre 2007 ;
- les constats relevés lors de la visite d'inspection du 20 juin 2016 ;
- le courriel du 11 juillet 2016 en réponse aux observations faites par l'inspection des installations classées ;
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 août 2016 transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement.

Considérant que :

- que l'exploitant ne peut justifier que ses installations respectent les valeurs réglementaires en matière de bruit ;
- que le code de l'environnement prévoit en son article L. 171-8 : « *I. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* ».

SUR proposition du directeur départemental des territoires de la Marne ;

ARRETE

Article 1er

La SAS MAURIENNE, dont le siège est situé à Paris (75008), 82 boulevard Haussmann, est mise en demeure, pour le parc éolien des Renardières situé à Gourgauçon (51) et Semoine (10), de respecter, **sous un délai maximal de 3 mois, l'article 26**, de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Pour ce faire, l'exploitant doit justifier, à l'aide d'une mesure de bruit réalisée par un organisme compétent, que le parc éolien des Renardières est exploité en respectant les valeurs réglementaires en matière de bruit.

Article 2 – Sanctions

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Recours

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de l'affichage de la décision.

Article 4 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 – Notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, Monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfecture d'Épernay, à la direction départementale des territoires de l'Aube, à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction du service interministériel de défense et de la protection civile, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'à Messieurs les maires de Gourgauçon et Semoine qui en donneront communication à leur conseil municipal respectif.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le directeur de la SAS MAURIENNE, dont le siège est situé à Paris (75008), 82 boulevard Haussmann.

Messieurs les maires de Gourgauçon et Semoine procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée dans les mairies aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le 19 SEP. 2016

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Denis GAUDIN